



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Est

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché de Fournitures Courantes et de Services

Consultation n° 2026SGAMI57002

***Mission de Diagnostic Structure dans le cadre de la rénovation
énergétique de L'Hôtel de Police de Dijon (21).***

Procédure adaptée

SOMMAIRE (à remettre à jour après chaque modification)

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET.....	4
1.2 LIEU D'EXÉCUTION.....	4
1.3 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
1.4 ALLOTISSEMENT.....	4
1.5 INTERVENANTS.....	4
1.5.1 Maître d'ouvrage.....	4
1.6 DURÉE.....	4
1.7 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	4
1.7.1 Délai initial.....	4
1.7.2 Prolongation du délai d'exécution.....	5
1.8 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	6
1.9 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
2 PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES.....	7
4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
4.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	8
4.2 TITULAIRE ETRANGER.....	8
4.3 CO-TRAITANCE.....	9
4.4 SOUS-TRAITANT.....	9
4.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG.....	10
4.6 COMPUTATION DES DÉLAIS.....	10
4.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS.....	11
4.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	11
4.8.1 Obligation de confidentialité.....	11
4.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site.....	12
4.8.3 Mesures de sécurité.....	13
4.9 OBLIGATION DE RÉSULTATS.....	13
4.10 CONNAISSANCE DU SITE.....	14
4.11 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	14
4.12 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	15
5 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	15
6 RÉGIME FINANCIER.....	15
6.1 FORME DES PRIX.....	15
6.2 ACTUALISATION DES PRIX.....	16
6.3 AVANCE.....	16
6.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE.....	17
6.5 ACOMPTES.....	17
6.6 CESSIION OU NANTISSEMENT.....	18
7 ADMISSION.....	18
7.1 DÉCISION D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	18
7.1.1 Délai de vérification.....	18
7.1.2 Ajournement des prestations.....	18
8 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	18

8.1 PRÉSENTATION DES FACTURES.....	18
8.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	20
8.3 PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	20
8.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	21
9 PÉNALITÉS.....	21
10 UTILISATION DES RÉSULTATS.....	23
11 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....	23
12 RÉSILIATION.....	23
13 MÉDIATION.....	24
14 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES.....	24
15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	25
16 DÉROGATIONS.....	25

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET

Le marché a pour objet la réalisation d'une mission de diagnostic structure dans le cadre de la rénovation énergétique de l'hôtel de police de Dijon.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des charges sondages « Structure » (APS).

1.2 LIEU D'EXÉCUTION

L'établissement concerné par le diagnostic structure est l'Hôtel de Police situé au 2 place Suquet à Dijon (21).

1.3 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION

Il s'agit d'un marché forfaitaire unique, passé selon la procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-8 du Code de la commande publique.

1.4 ALLOTISSEMENT

L'objet du marché formant un ensemble de prestations homogènes, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 INTERVENANTS

1.5.1 Maître d'ouvrage

Préfecture de la Zone de Défense et de Sécurité Est

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI)

Espace Riberpray – Rue Belle Isle - BP 51064

57036 METZ CEDEX 01

1.6 DURÉE

Le marché débute à compter de sa date de notification et se termine à la réalisation complète et parachevée de toutes les prestations, objet du présent marché.

1.7 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

1.7.1 Délai initial

L'exécution des prestations débute à la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations, ou à la date indiquée dans ce dernier si celle-ci est postérieure à la notification de l'OS.

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations ne saurait dépasser **6 semaines**.

Le délai d'exécution sur lequel s'engage le titulaire est précisé à l'acte d'engagement.

1.7.2 Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur uniquement par voie d'avenant, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée, ou tout moyen permettant d'accuser réception certaine, adressée au maître d'œuvre avec copie au représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne désignée à cet effet, les causes faisant obstacles à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation de délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Après avis du maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique, le représentant du pouvoir adjudicateur octroie par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

En tout état de cause, cette prolongation sera communiquée au titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

Les phénomènes naturels ne seront, en aucun cas, considérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à une indemnisation par le maître de l'ouvrage.

1.8 CLAUSE DE RÉEXAMEN

Conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Conformément à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, le montant de la modification pour cause de circonstance imprévue ne peut excéder 50 % du montant du marché initial.

1.9 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché.

Le montant hors taxe du nouveau marché ajouté au montant hors taxe du présent marché ne devra pas excéder le seuil applicable aux procédures formalisées soit 140 000 € HT.

Les nouveaux marchés devront porter sur des prestations de même nature que celles prévues au présent marché et présenter un caractère similaire au sens du Code de la commande publique.

La durée pendant laquelle un ou plusieurs nouveaux marchés de prestations similaires pourront être conclus ne peut excéder trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

2 PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1), et son annexe financière, **la DPGF établie et complétée par l'entreprise ;**
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des charges Sondage « Structure » (APS) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- l'offre technique du titulaire comprenant, le mémoire technique, le mémoire environnemental, et le calendrier prévisionnel détaillé ;
- les plans théoriques de localisation de sondages **remis après réception de l'attestation de confidentialité**
- les documents repérages amiante avant travaux (RAAT) **remis après réception de l'attestation de confidentialité**
 - *rapport amiante – bât B2
 - *rapports amiante et plomb – bât A2
 - *rapport plomb – bât B2
- les actes spéciaux de sous-traitance, et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de l'administration, font foi.

3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de la réalisation des travaux nécessaires aux sondages :

Conformément à l'article 16 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de gestion des déchets, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Dans le cadre de l'élaboration du rapport de synthèse

La transmission des livrables se fera dans la mesure du possible, uniquement par voie dématérialisée. En cas d'impossibilité, les livrables papiers devront être imprimés sur papier écoresponsable (labellisés) ou issus de forêts gérées durablement.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions contenues dans son « mémoire de réponse environnemental » remis au moment du dépôt de l'offre.

Ces règles lui sont applicables dès signature du marché, et il est responsable du respect de celles-ci par ses éventuels sous-traitants.

4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Le titulaire peut désigner, dès la notification, une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour son exécution.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au Bureau de la Commande Publique du SGAMI Est, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- au groupement auquel il participe, lorsque ce groupement intéresse l'exécution du marché ;
- à ses coordonnées bancaires.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au RPA toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant le marché, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les **quinze (15) jours** qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire.

4.2 TITULAIRE ETRANGER

Outre les dispositions précisées au paragraphe précédent du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

4.3 CO-TRAITANCE

La composition du groupement et son mandataire sont présentées au stade de la remise des offres.

4.4 SOUS-TRAITANT

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) précisant :

- Le numéro d'engagement juridique du marché (EJ);
- La nature des prestations sous-traitées (article F de la déclaration) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (article E de la déclaration) ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant (article G de la déclaration) ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (article H) ;

La déclaration est remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire et accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :

- les capacités professionnelles et/ou références, les effectifs annuels moyens, et le chiffre d'affaire du sous-traitant, sur les trois derniers exercices ;
- un extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
- la copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- le RIB du sous-traitant.

Il est toutefois précisé que la sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1^{er} rang a droit au paiement direct.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement est possible en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique (CCP) ainsi qu'à l'article 3.6.1 du CCAG-FCS.

En application de l'article R.2193-3 du CCP sous peine de suspension de son agrément, le titulaire doit joindre en sus, les informations complémentaires comprises dans la déclaration de sous-traitance (DC4).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

4.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG

Un sous-traitant de second rang doit être déclaré selon les dispositions précitées pour la déclaration d'un sous-traitant.

Le formulaire DC4 peut être utilisé pour la déclaration d'un sous-traitant de second rang, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de 1^{er} rang. Ce formulaire doit être signé par le titulaire du marché, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang qui demande à être agréé.

De plus, l'ensemble des pièces ci-avant listées sont à transmettre avec, en sus, une caution personnelle et solidaire établie par le sous-traitant de 1^{er} rang auprès d'un organisme de crédit, au profit du sous-traitant de second rang garantissant ainsi son paiement, le montant cautionné étant identique au montant sous-traité à ce dernier (TTC).

4.6 COMPUTATION DES DÉLAIS

Sauf mention contraire, tout délai imparti au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire, commence à courir à 0h00, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit, le dernier jour du délai.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

4.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, ce document est notifié au titulaire :

- soit à son adresse indiquée dans le contrat par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ;
- soit directement à lui-même ou à son représentant qualifié. Dans ce cas, la notification est constatée par un reçu ou un émargement donné par l'intéressé ;
- soit par voie dématérialisée :
 - via la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) ;
 - via la messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

L'avis de réception, le reçu ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'avis de réception ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

Lorsque la notification est effectuée par le profil d'acheteur, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à l'issue de ce délai.

Il est important que l'adresse électronique communiquée par le candidat (et qui lui sert à s'authentifier sur PLACE) reste valide sur toute la durée du marché et soit accessible à tout moment au sein de l'entreprise afin de pouvoir suivre les demandes de l'acheteur.

4.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

4.8.1 Obligation de confidentialité

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causée lors de l'exécution du présent marché.

La violation de l'obligation de discrétion par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

4.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiqués par l'autorité responsable des lieux. Une procédure de vérification quotidienne de présence sera mise en place avec le maître d'ouvrage et les utilisateurs du site. Un plan de prévention sera rédigé mentionnant la liste des personnes autorisées à travailler sur le site.

Les employés des entreprises devront porter de façon visible leur carte professionnelle afin de pouvoir être facilement identifiés.

Par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants. Elle peut amener le titulaire à modifier ses équipes pour permettre l'intervention et ne peut entraîner aucun dédommagement.

Si pour une raison quelconque, un employé devait être remplacé par un autre (maladie, licenciement, etc.) ou s'il devait être fait recours à un intérimaire, le maître d'ouvrage et le responsable du site devront en être avisés dans les meilleurs délais. En aucun cas une personne non autorisée ne pourra pénétrer sur le site.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire. Le non-respect des qualifications entraîne, après mise en demeure, la rupture du marché du fait de la société.

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au site ou se déroulent les prestations pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents. Le responsable du site pourra

décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer les lieux à l'occasion de visites officielles. Il pourra prescrire le déplacement de matériels ou de véhicules.

4.8.3 Mesures de sécurité

Le titulaire est soumis à des mesures de sécurité conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, et aux dispositions de l'article R.4532-56 et suivants du Code du travail.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels ont l'obligation de mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Dans le cadre de travaux que le titulaire serait amené à entreprendre pour l'exécution de sa mission de sondage, il communique directement au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, lorsque cela est applicable et en fonction des circonstances, les documents et informations suivants :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité (PPSPS) ;
- les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au site ;
- les noms et coordonnées des sous-traitants, quel que soit leur rang, le cas échéant, ainsi que les déclarations de sous-traitance tenue à sa disposition ;
- la copie des déclarations d'accident du travail, le cas échéant.

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés (article L.5212-1 à 4) et de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

4.9 OBLIGATION DE RÉSULTATS

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ses obligations, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues ci-après.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

4.10 CONNAISSANCE DU SITE

L'entrepreneur est réputé avoir avant la remise de son offre :

pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation de la prestation, ainsi que des sites, des lieux et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des prestations ;

- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- eu éventuellement l'occasion de procéder à une visite détaillée du site et des existants, et dans ce cas avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des prestations, aux conditions d'accès au site et aux bâtiments, aux abords, à l'exécution des prestations à pied d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement en site occupé (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des prestations de domaines différents.

En aucun cas, il ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de ses prestations ou toute autre contrainte due au site.

4.11 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (« règlement général sur la protection des données » RGPD).

Pour toute question relative à la protection des données, les parties pourront prendre l'attache du :

- Délégué Ministériel à la Protection des Données (DMPD) – delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr
- et du Correspondant à la protection des données pour la Zone Est - M. Michel GILBERT – michel.gilbert@interieur.gouv.fr

L'ensemble des données transmises dans le cadre de ce marché seront utilisées uniquement dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat.

4.12 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12 ; L.3243-1 à L.3243-2 ; L.3243-4 ; R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Conformément aux articles L.8222-1, L.8222-2, L.8254-5 et L.8222-6 du Code du travail, le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché, les pièces nécessaires attestant de sa régularité fiscale, du respect de ses obligations en matière de travail dissimulé et de la couverture de ses activités par les assurances adaptées.

En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues. Le marché peut également être résilié pour faute.

5 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

6 RÉGIME FINANCIER

6.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaires.

Ces prix doivent être établis en euros hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales. Les prix sont ceux indiqués dans le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

6.2 ACTUALISATION DES PRIX

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

Ils sont actualisables si la date de début d'exécution des prestations du marché est postérieure de plus de trois mois au mois de la date de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » (M_0)

L'application de la formule représentative de l'évolution du coût des prestations sera alors la suivante :

Formule d'actualisation des prix

$$P = P_0 \times (ING / ING_0)$$

avec :

- P = prix actualisé
- P_0 = prix initial
- ING = valeur de l'indice ING à la date de l'actualisation ou à défaut, dernière valeur connue lors de l'actualisation
- ING_0 = valeur de l'indice ING au mois M_0

La valeur de l'indice ING - ingénierie (Identifiant série : 001711010) peut être consultée sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

6.3 AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-FCS

En application de l'article R. 2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ou d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois si la durée du marché est supérieure à douze mois.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13, le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ou d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois si la durée du marché est supérieure à douze mois.

En application de l'article R. 2191-8, l'acheteur peut porter le taux de l'avance au-delà de 30 %. Dans ce cas, le versement est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie peut porter sur tout ou partie de l'avance

En l'absence de précision dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur considérera que le titulaire accepte l'avance.

Un sous-traitant peut obtenir une avance sur la partie des prestations qu'il exécute dans les mêmes conditions.

6.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché ou de la tranche atteint ou dépasse 65% du montant du marché ou de la tranche.

En cas de sous-traitance, les dispositions prévues par l'article R.2191-6 du Code de la Commande Publique seront appliquées.

6.5 ACOMPTES

Conformément à l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les marchés passés par les acheteurs mentionnés à l'article L.2191-1 donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Les modalités de calcul et de paiement des acomptes dans le cadre d'un marché public de FCS sont prévues par l'article 11 du CCAG-FCS. Le paiement des acomptes est effectué sur la base du décompte mensuel, à partir duquel est établi un état d'acompte mensuel.

En cas de désaccord, le représentant de l'acheteur règle les sommes admises par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire inclut dans sa demande d'acompte les sommes à verser au titre du paiement direct à son sous-traitant, il lui appartient de procéder au paiement du sous-traitant afin d'éteindre la créance née de la réalisation des prestations.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de la TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

6.6 CESSIION OU NANTISSEMENT

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera, sans frais, au titulaire les pièces nécessaires.

7 ADMISSION

7.1 DÉCISION D'ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent (Article 2.4 du cahier des charges Structure - APS). Le maître d'œuvre, à l'issue des prestations effectuera les vérifications nécessaires quant à leur conformité par rapport aux exigences et aux termes du marché.

7.1.1 Délai de vérification

Le point de départ du délai est la remise par le titulaire, ou de la livraison des prestations au maître d'œuvre.

7.1.2 Ajournement des prestations

Si certains compléments ou améliorations sont nécessaires à la mise en conformité des livrables attendus, le maître d'œuvre prononce l'ajournement assorti d'un délai de **72 heures pour parfaire les prestations**. Le délai court à compter de la notification de la décision d'ajournement. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau les prestations mises au point dans le délai imparti.

En cas de non-respect du délai imparti au titulaire et/ou de présentation de livrables conformes aux exigences contractuelles du marché, le titulaire se verra appliquer les pénalités afférentes à l'article 9 du présent CCAP ;

8 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

8.1 PRÉSENTATION DES FACTURES

Conformément aux articles L.2192-1 à 7 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés conclus avec l'État ont l'obligation de transmettre leurs factures sous format électronique.

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016, déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

- adresser ses factures au « concentrateur¹ » par EDI :

1 Le concentrateur est le dispositif de traitement automatisé des données, géré par l'AIFE pour l'État

- en les adressant directement au « concentrateur » de factures de la personne publique ;
- en demandant à un opérateur de se raccorder au « concentrateur » et de transmettre les factures au « concentrateur ».
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :
https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index
 - en déposant ses factures ;
 - en saisissant en ligne ses factures par le portail.

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

chorus-demat@interieur.gouv.fr

Numéro de SIRET du SGAMI EST : **11000201100044**

Numéro de Service Exécutant (SE) : **MI5PLTF057**

➔ **Mentions obligatoires :**

Outre les mentions légales, la facture comprend obligatoirement les indications suivantes :

- le numéro d'Engagement Juridique Chorus (EJ composé de 10 caractères numériques) ;
- la date du marché ;
- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier du titulaire du marché ;
- la référence de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou du répertoire des métiers ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) en chiffres et en lettres ;
- le numéro et la date de la facture.

Si le titulaire se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre élément, il est prié de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'une notification au titulaire afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées.

Le pouvoir adjudicateur ne procédera au paiement qu'après réception de la facture modifiée ou des avoirs correspondants.

8.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont réglées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures (date d'horodatage par le système d'information budgétaire et comptable de l'État).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue sur la base du montant total TTC des prestations, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, révisions et pénalités.

8.3 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf mention contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12 du CCAG-FCS.

8.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le règlement des sous-traitants s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire dispose de quinze jours (15) à compter du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro par le sous-traitant pour accepter ou refuser la demande de paiement.

9 PÉNALITÉS

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS s'appliquent.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier constat, ou le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le constat de manquement aux obligations contractuelles se matérialise par tout écrit faisant foi (courrier, mail).

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Ce dernier reste donc redevable de l'ensemble des prestations dues au titre du présent marché, y compris celles ayant fait l'objet desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3.2 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit de renoncer à l'application de tout ou partie de ces pénalités s'il le juge opportun, au regard des explications fournies par le titulaire.

Les pénalités définies ci-après sont cumulables.

En cas de retard ou de manquements constatés imputables au titulaire, les pénalités suivantes lui sont appliquées :

<i>Pénalité</i>	<i>Montant (TVA non applicable)</i>
Absence à une réunion	200 € par absence
Retard de plus de 20 minutes à une réunion	100 €
Retard dans l'exécution des travaux du fait du titulaire	300 € par jour calendaire de retard par rapport au planning détaillé d'exécution
Non-respect des consignes de sécurité exigées par le Code du Travail	200 € par constat

Insuffisance de propreté et de tenue en état des abords des zones d'intervention, et du nettoyage complet en fin de prestation (CF/article 2.2 du CCS -APS)	Forfait de 300 € Indépendamment des pénalités appliquées, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire procéder immédiatement, aux frais et risques du titulaire, au nettoyage du chantier, des abords et des voies de circulation par une entreprise tierce de son choix.
Dépôt de déchets en dehors de la zone de stockage définie avant le début des prestations (CF/article 2.2 du CCS -APS)	100 € par constat
Non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le site (CF/article 2.2 du CCS -APS)	50 € par jour d'infraction Sans mise en demeure préalable. En outre, les déchets et gravois non gérés pourront être enlevés aux frais et dépens du titulaire par une entreprise spécialisée sur ordre du maître d'ouvrage ou d'un de ses représentants.
Non-fourniture d'éléments permettant d'établir la traçabilité du traitement des déchets (CF/article 2.2 du CCS -APS)	50 € par constat
Retard ou non remise des livrables attendus (rapport de synthèses, photographies, plans ...) à fournir lors des procédures de vérifications et d'admission (CF/ article 2.4 du CCS - APS)	500 € par jour calendaire de retard
Non-respect des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé	10 % du montant TTC du marché Le montant de la pénalité ne peut excéder le montant des amendes prévues par le Code du travail.
Non-respect de la loi Evin (interdiction de fumer à l'intérieur des bâtiments)	100 € par infraction, par personne

Le montant total des pénalités ne peut dépasser le plafond de 10 % du montant total du marché. Si ce plafond est atteint, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

10 UTILISATION DES RÉSULTATS

Le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

11 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou leur exécution.

12 RÉILIATION

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS

En cas de résiliation par la personne publique, pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 5 %

du montant initial du marché hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

En cas de violation des obligations mentionnées au présent document, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité. Il en est de même en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13 MÉDIATION

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir :

- le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.
- au médiateur des entreprises : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> ;
- au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

14 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO

20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et Conseil National des Achats (CNA).

Afin d’harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l’ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s’engage à informer le ministère de l’Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et *notamment la signature de « la charte RFR »*, puis le dépôt d’un dossier de candidature au label susmentionné et de l’éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le Tribunal administratif de **DIJON** est seul compétent en la matière.

Tribunal administratif de Dijon

22 Rue d’Assas

BP 61 616

21016 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00

greffe.ta-dijon@juradm.fr<http://dijon.tribunal-administratif.fr>

Tous les documents, mémoires, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d’emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d’une traduction en français, certifiée conforme à l’original par un traducteur assermenté.

16 DÉROGATIONS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

Article du CCAP	Article du CCAG- FCS
1.7.2 Prolongation du délai d’exécution	13.3
2 Pièces contractuelles	4.1
4.8.2 Règles de bonnes conduites et accès au site	5.3

<i>9 Pénalités</i>	<i>Articles 14 et suivants</i>
---------------------------	---------------------------------------